

Fiche n°7- Débat

I
N
F
O
R
M
A
T
I
O
N

La grève générale



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- les brochures des Editions syndicalistes sur « la grève générale », « Asturies 1934 »
- Déposséder les possédants : la grève générale aux "temps héroïques" du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906), textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca, éd. Agone, collection Mémoire Sociale, 2008.
- Daniel Guérin, Front populaire, révolution manquée, (1ère édition : 1963), Ed. Agone, 2013, 504 p.

Commençons d'abord par une question de vocabulaire, pas si anodine que cela. Dans la tradition du mouvement ouvrier en France, la grève générale veut dire la révolution sous le contrôle des organisations de travailleurs.



Label confédéral.

Il faut donc faire une différence entre :

- une multitude de grèves locales au même moment qui s'orientent vers l'affrontement avec l'Etat capitaliste et les propriétaires des moyens de production, de distribution, de transport, de communication, etc. : c'est la grève générale ;
- et une grève qui se généralise, qui est massive mais dont les objectifs et les résultats ne vont pas jusqu'à ce niveau d'affrontement avec le capitalisme.

Il faut bien faire la différence entre les deux pour ne pas se payer de mots ou générer de la confusion, ce que les organisations d'extrême gauche font souvent. La grève générale n'est jamais spontanée : elle suppose un haut niveau d'organisation, une longue préparation en amont.

QUELS OBJECTIFS ?

Pour les syndicalistes-révolutionnaires qui en affirment le caractère central en 1906 (Charte d'Amiens), la grève générale est expropriatrice. C'est donc la lutte du prolétariat qui s'affronte au pouvoir de la bourgeoisie, sur les lieux de production, mais aussi contre l'Etat bourgeois. Le but de la grève générale est :

- de conquérir le pouvoir sur les lieux de travail (les travailleurs doivent contrôler et décider de l'utilisation des moyens de production, de transport, de communication, les services,...) ;
- de briser l'Etat bourgeois en détruisant ses appareils ;
- de mettre en place un autre pouvoir qui remplace celui de la bourgeoisie, pour gérer la société.

Pour les militant.es syndicalistes de 1906, les choix stratégiques de structures de la CGT (Bourses du travail/Unions locales et fédérations de syndicats de branche, coordonnées dans une confédération), ses pratiques autonomes de sociabilité, d'entraide et d'expériences concrètes de contre-société (Education populaire, coopérativisme syndical, soupes communistes, fêtes et sport ouvriers...) sont censés être l'embryon de ce nouveau pouvoir.

Si des grèves locales ou de branches se renforcent et s'élargissent, on ne peut savoir tout de suite si elles se transforment en grève générale. C'est le caractère de ces grèves, leur capa-



cité à se coordonner qui leur donneront la force d'être une grève générale. Cela dépendra aussi des forces militantes organisées. **La double question de la réunification syndicale et de l'existence d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire en son sein est posée avec acuité.**

L'histoire est riche de grèves que l'on peut qualifier de générales (ou qui vont dans ce sens) mais aussi de grèves massives qui ne le sont pas.

GERER LA GREVE

Pour qu'il y ait grève générale, il faut qu'apparaissent des organismes prolétariens contestant réellement le pouvoir de l'Etat bourgeois et celui des patrons. Un autre pouvoir, celui des travailleurs, se construit et va s'affronter au pouvoir de la bourgeoisie. Ces organismes doivent représenter le maximum de travailleurs en lutte.

Que sont ces organismes ? Ce sont des organisations de front unique (voir la fiche n°4), rassemblant massivement les travailleurs en lutte, et qui se coordonnent, par localité, par branche, et jusqu'au niveau national. C'est le seul moyen de construire un autre pouvoir face à celui de la bourgeoisie. Ces organismes contestent le pouvoir capi-

taliste, dans les lieux de travail comme dans les localités, afin de remplacer les appareils de l'Etat et des patrons. D'ailleurs quand une grève générale se construit, il peut être décidé que plusieurs corporations ne soient pas en grève ! Très rapidement, ces organismes qui contestent le pouvoir bourgeois, décident eux-mêmes des activités à maintenir : santé, nettoyage, distribution et transports, Education ... Car la vie doit continuer après plusieurs jours de grève ! Ce qui est important c'est que ce ne sont pas les patrons ni l'Etat qui décident de ce qui doit continuer à fonctionner.

LA POSITION CENTRALE DES SYNDICATS POUR LES SYNDICALISTES DE LA CGT HISTORIQUE

Il faut donc que le syndicalisme soit organisé dans les meilleures conditions pour la grève générale.

Et pour les syndicalistes de la CGT historique, ces conditions sont celles qu'il défend dans sa stratégie : construire les outils révolutionnaires que sont les unions locales, les syndicats de branche et leurs fédérations, la confédération, la Sécu, les coopératives, les associations d'entraide, de culture et de loisirs,... Autant d'organisations de classe pour préparer les travailleurs :

- à se coordonner, à centraliser leurs efforts, à échanger et à débattre ;
- à gérer la société

UNE GRÈVE VICTO- RIEUSE, ÇA SE PRÉPARE. ALORS D'AUTANT PLUS LA GRÈVE GÉNÉRALE ...

Remporter des victoires intermédiaires, défensives ou offensives, c'est déjà tout un travail en amont.

Alors, une grève générale...

Les travailleurs ne vont pas acquérir spontanément cette habitude de lutte, de réflexion, de débat, d'organisation, de gestion, d'initiatives sans lesquelles on ne peut pas gérer une société humaine. Car tout dans la vie du travailleur rend cela très difficile et très compliqué : travail abrutissant et fatigant, rôle de la hiérarchie au boulot, division du travail empêchant l'initiative, etc.

Pour contrer cette réalité, les travailleurs doivent s'organiser au quotidien. **Le syndicalisme le permet.** C'est leur seul moyen de s'affranchir de l'esclavage salarié. Pas d'un coup de baguette magique, non, mais par un effort de chaque jour. Il vaut alors mieux prendre soin de la manière dont fonctionne le syndicalisme : d'où les enjeux autour de ses formes d'organisation et de pratiques militantes (syndicalisme d'entreprise ou de branche ? syndicalisme corporatiste ou interprofessionnel ? syndicalisme qui délègue la vie du travailleur à l'Etat ou qui organise ses loisirs, son entraide, ... ?). Car du choix de ces formes d'organisation et de militantisme va découler une certaine conscience de classe ou pas, va découler une certaine préparation à la grève générale ou pas.

C'est pourquoi ces organismes qui seront ceux qui organiseront la grève générale pour la révolution seront ceux qu'auront forgés les travailleurs toutes les années et décennies avant cette grève : ceux du syndicalisme de classe.

Certes tous les travailleurs ne sont pas syndiqués, et ces organismes de grève générale peuvent être plus larges que les syndicats, regrouper tous les travailleurs, syndiqués ou non. Mais leur fonction est de représenter le

pouvoir des travailleurs. Pour que ce pouvoir soit organisé le mieux possible, ces organismes doivent représenter les travailleurs comme classe. Pour cela les liens entre ces organismes (dans une même localité, liens entre localités d'un même bassin d'emploi, ... et jusqu'au niveau national) doivent être les plus complets et larges possibles pour éviter l'enfermement dans son propre lieu de travail et dans sa propre localité. **Et pour cela le seul schéma cohérent qui existe pour le moment est celui du syndicalisme interprofessionnel (UL, UD) et de syndicats d'industrie (avec les fédérations), regroupés dans une confédération : le syndicalisme de classe. L'avantage de ce syndicalisme c'est qu'il fonctionne ainsi avant la grève générale, pendant de nombreuses années.** Si donc ces organismes de pouvoir des travailleurs pendant la grève générale dépassent parfois le syndicalisme parce que regroupant plus de travailleurs que lui, le syndicalisme de classe (interprofessionnel et par industrie) doit les influencer pour que ces organismes se coordonnent comme lui.

DEUX ECUEILS A EVITER

1/ L'IDEALISME

LE MYTHE DU DÉBOUCHÉ POLITIQUE, DE « LA GAUCHE », REVIENT A SE POSER LA QUESTION DU BON OUTIL POUR AGIR

Depuis les années 1920 et le repli du mouvement ouvrier européen, les groupes affinitaires - partis, associations - se sont présentés comme le débouché politique naturel des « luttes sociales ». Ce discours est devenu si prégnant qu'il fait figure de dogme. Qui résiste mal dès que l'on engage une réflexion matérialiste de base.

L'organisation affinitaire serait supposée pouvoir impulser la transformation des rapports de production, que cela soit sur une

base réformiste ou révolutionnaire.

On peut envisager que ce soit effectivement possible quant à la prise du pouvoir, car il est relativement facile, lors d'une crise de légitimité, d'endiguer le mécontentement vers la destruction d'un pouvoir politique adverse.

Les choses se compliquent quand il faut envisager la construction concrète du Socialisme, c'est-à-dire la gestion collective et socialisée des moyens de production et la transformation des rapports de classe sur tous les terrains, dans tous les interstices de la société.

Par exemple une transformation du travail dans toutes les anciennes entreprises capitalistes, dans les services publics, mais aussi dans les sphères plus émancipées du salariat (les associations, les syndicats...). Car tout doit être socialisé, c'est-à-dire pensé pour le bien commun, autour de la satisfaction des besoins authentiques pour permettre une pleine émancipation des individus. Un individualisme socialiste en lieu et place de l'individualisme égoïste aliéné et aliénant du capitalisme.

Quelle organisation affinitaire peut sérieusement affirmer qu'elle dispose des connaissances et des militant.es capables de conseiller les travailleurs, souvent dans l'urgence des combats de classe, pour faire redémarrer la production sur des rapports sociaux totalement modifiés? Quel est le parti qui dispose **dans ce cadre de socialisation** d'un plan de réorganisation de la métallurgie? Lequel est capable de restructurer les transports aériens, les communications téléphoniques et satellitaires, ou offrir un plan de restructuration de l'industrie agro-alimentaire, capable d'éviter une pénurie alimentaire après deux semaines de grève générale?

Un tel schéma obligerait dans les faits les travailleurs à faire appel comme en 1917 en Russie ou en 1936 en Espagne à l'ancien encadrement capitaliste pour disposer de ses capacités gestionnaires.

Les travailleurs seraient dépossédés de leur pouvoir collectif nouvellement acquis, comme classe en soi. Car le Socialisme ne consiste pas à remplacer une élite bourgeoise par une nouvelle caste de gestionnaires issus des groupes affinitaires, ou de la bureaucratie syndicale.

Plus grave encore serait de maintenir le saucissonnage des outils de production en une profusion d'entreprises et de services publics, dans une désorganisation accentuée par rapport à celle du capitalisme. Le Socialisme serait alors une chose virtuelle.

De nombreuses formes ont été tentées et expérimentées à un niveau local, et souvent mythifiées : des soviets, des conseils ouvriers, des comités de lutte, des coordinations...des ZAD. Il s'agirait alors de prendre le temps d'une analyse fine pour réfléchir en quoi elles auraient été ou seraient révolutionnaires. Elles sont souvent la démonstration de la faiblesse gestionnaire des travailleurs avant et pendant la révolution. Pouvons-nous sérieusement affirmer que nous allons confier à un conseil ouvrier d'entreprise ou une ZAD la réorganisation et le recyclage de l'industrie nucléaire, le rétablissement des transports de marchandise ou les lendemains de la Révolution?

Ce sont pourtant ces questions concrètes qu'il nous faut résoudre, plus que la maîtrise savante des concepts de « dictature du prolétariat », « de communisme libertaire » ou « d'éco-socialisme ».

On ne peut plus se contenter d'une conception spontanéiste qui consiste à dire que c'est en faisant qu'on apprend. A l'école sans aucun doute, mais c'est sinon une approche

étonnante du travail, contraire à la conception fondatrice de la Confédération Générale du...Travail, fondée sur une culture ouvrière forgée à travers la mutualisation et la transmission des savoirs et des savoir-faire, sur la maîtrise des métiers. C'est une approche non moins idéaliste de la grève générale qui nous conduirait inévitablement à la faire échouer.

Pendant la grève générale, il faudra aussi être très vigilant pour que ne se construise pas, au sein même du mouvement, un pouvoir de l'encadrement sur les travailleurs. Un des objectifs de la grève générale, préparé justement par le syndicalisme de classe, est de briser ce pouvoir des cadres salariés sur les travailleurs de la base (l'immense majorité), pouvoir qui naît de leurs fonctions dans les entreprises et les lieux de travail. Il s'agit là d'un combat quotidien à l'intérieur du syndicalisme, et qui prend une place de première importance pendant la grève générale. Car se joue alors la question du pouvoir dans la société. Il s'agit d'empêcher l'encadrement de freiner le mouvement vers la grève générale. Mais il s'agit aussi de l'empêcher de prendre le pouvoir lui-même au sein de la grève générale elle-même. Les deux situations peuvent se présenter. Dans la première les travailleurs gaspilleraient leurs chances de briser le pouvoir capitaliste. Dans la seconde, s'étant débarrassés des capitalistes, ils retrouveraient de nouveaux maîtres.

Il serait donc temps que les groupes affinitaires arrêtent de se considérer comme des concurrents des organisations de classe, par exemple en n'ayant plus de scrupules pour appeler à la grève - générale ou non - ou même à une ac-

tion de locataires quand ses dirigeant.es, et souvent ses membres, ne sont ni syndiqués ni locataires.

Leur utilité serait pourtant importante, en retrouvant le chemin des militant.es de la fin du XIXe siècle, venu.es de différentes écoles du socialisme (allemanistes, anarchistes, ex-guesdistes...) et participant à fonder la CGT. S'ils conserveraient une activité affinitaire, c'était bien pour réfléchir à la transformation sociale, à élaborer des propositions, les populariser, les diffuser, pour alimenter la réflexion des travailleurs-ses, et enrichir le débat politique dans l'organisation syndicale...à laquelle ils.elles adhéraient. Non pour y prendre des postes mais pour y affirmer leur appartenance de classe, contribuer à l'unifier, y exprimer leurs idées, et préparer concrètement la grève générale.

Car a contrario de l'idéalisme, il ne faut pas oublier que pour réaliser la transformation sociale, il faut un outil social.

2/ NE PAS PRÉPARER LA SORTIE DES IMPASSES ACTUELLES D'UN SYNDICALISME EN CRISE

est le second écueil.

Une organisation a été fondée en 1895-1902 pour répondre à cette exigence concrète de transformation sociale, la CGT, pour s'entraîner à faire vivre le Socialisme au quotidien. En 2022, beaucoup de travailleurs l'utilisent au quotidien, mais rarement pour réaliser cette fonction première.

Depuis, la CGT s'est émiettée, souvent sous les coups de boutoir d'organisations affinitaires et surtout a changé de nature en s'institutionnalisant, en émoissant tous les outils qui la composent.

La division syndicale des organisations se référant à la lutte des classes et à la transformation sociale pèse lourd dans la crise que nous traversons et qui se matérialise par une longue séquence d'échecs.

La question de la réunification syndicale est donc largement posée de nos jours. Elle est un préalable à la réalisation d'une grève générale.

Elle s'est réalisée en février 1936 quand la menace fasciste et la dégradation de la condition ouvrière étaient réels et nécessitaient une grève généralisée.

Avant de penser son cadre organique, la réunification peut démarrer dans la définition et l'animation d'un travail militant mutualisé devant nous doter d'un savoir-faire, d'une stratégie.

Comme la « double besogne » exposée dans la Charte d'Amiens. Mais un savoir-faire n'est rien sans outils pour le produire.

Chaque outil syndical (section, syndicat, commission, Bourse du travail, fédération, association culturelle et sportive, coopérative, organisation de jeunesse, syndicat de locataire...) a donc été façonné pour réaliser une tâche particulière. Mais une tâche intégrée à une réalisation d'ensemble, celle de la Confédération.

L'organisation interne de la CGT est finalisée en 1902, suite à des décennies de luttes, d'expériences de terrain et de réflexions. Cet aboutissement est le fruit, aussi, d'une période où le syndicalisme révolutionnaire est puis-

sant. Les syndiqué.es confédéré.es disposent alors des outils et de la méthodologie adaptés aux réalisations qu'ils désirent produire, devant toutes concourir à préparer la grève générale :

- ils s'organisent localement dans des syndicats d'industrie (ouverts à tous les travailleurs de la branche) en rejetant les syndicats par métier et les syndicats d'entreprise, intégrés au capitalisme.

- Ils fédèrent des coopératives socialistes de production et de distribution.
- Ils organisent les luttes spécifiques de la Main d'Œuvre Féminine (MOF), des Jeunes Syndicalistes (JS), de la Main d'Oeuvre Immigrée (MOE/MOI), des chômeurs (Viatique et marches de la faim) dans des commissions, internes à la Confédération, et non dans des associations identitaires autonomes.



A cette époque, les jeunes n'ont pas besoin de s'exiler dans une ZAD pour vivre une expérience collective. Chaque victoire (réduction du temps de travail, augmentation des salaires, création du salaire socialisé, renforcement du contrôle syndical dans les professions...)

est intégrée à une dynamique d'affaiblissement du pouvoir capitaliste et de la préparation de la grève générale expropriatrice.

Cette culture de classe, cette œuvre réalisée a été occultée et marginalisée par des décennies de dérive institutionnelle.

Il est plus que temps d'en sortir.

- Ils popularisent et soutiennent les luttes professionnelles grâce aux Bourses du Travail. Ils offrent une contre-société grâce à des associations culturelles et d'entraide (sport ouvrier, fêtes ouvrières, chorales, théâtre...) intégrées aux Bourses du Travail
- Ils animent l'éducation populaire (cours du soir pour enfants et adultes, conférences, apprentissage du français aux travailleurs immigrés, planning familial...) et la formation professionnelle à la Bourse du Travail.